L’industrie du chocolat, facteur de déforestation et de perte de biodiversité en Côte d’Ivoire et au Ghana

11 décembre 2017

D’après une enquête de l’ONG Mighty Earth, l’industrie mondiale du chocolat est le premier facteur de déforestation et de forte perte de biodiversité dans les parcs nationaux et forêts protégées en Côte d’Ivoire et au Ghana. Selon les auteurs, en s’approvisionnant en matières premières auprès de plantations cacaoyères installées illégalement dans ces zones, les négociants et chocolatiers contribuent significativement à la déforestation dans ces deux pays, premiers producteurs mondiaux de cacao.

Carte de l’acheminement du cacao cultivé illégalement

Source : Mighty Earth

En Côte d’Ivoire, 7 des 23 zones forestières protégées ont été presque entièrement converties en cultures de cacao et 13 d’entre elles ont déjà perdu l’intégralité de leurs populations de primates. Dans l’enceinte même de ces aires protégées, d’importants campements de cultivateurs de cacao se sont installés et des négociants achètent ouvertement les fèves cultivées illégalement. L’enquête souligne que presque toutes les marques célèbres de chocolat sont impliquées dans ce trafic, permis par un manque d’application des lois.

En 2015, le marché mondial du chocolat était évalué à 100 milliards de dollars et la consommation croît annuellement de 2 à 5 %. Seuls 3,5 à 6,6 % du prix final de vente bénéficient aux cultivateurs de cacao, contre 16 % dans les années 1980. Leur revenu moyen est d’environ 0,5 $ par jour. Ce secteur est souvent pointé du doigt pour ses mauvaises pratiques sociales, incluant l’esclavage et le travail des enfants.

Au premier semestre 2017, un programme regroupant 34 des plus grands chocolatiers et entreprises du secteur a été engagé, pour ralentir la déforestation par une gestion plus durable de la filière. L’initiative Cacao & Forêt (*Framework of Action of the Cocoa & Forests Initiative*) a effectivement été signée à l’occasion de la vingt-troisième Conférence des Parties (COP 23) de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques par la Côte d’Ivoire, le Ghana et 22 entreprises représentant les deux tiers du secteur du cacao.

José Ramanantsoa, Centre d’études et de prospective

Source : ONG Mighty Earth